La Voie de l'emploi
Prenez votre carrière en main
Volume 5 - Numéro 7 - octobre/novembre 2011
Aérospatiale agriculture aquaculture biosciences commerce construction culture éducation énergie finance foresterie pêche métiers santé manufacture service sport technologies de l'information tourisme vente transport transformation des aliments
Revue sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard

L'agriculture offre des emplois intéressants

Nick Arsenault

Photos : J.L.

Les gens de l'Île connaissent l'agriculture et ce secteur demeure l'un des plus importants parmi tous les autres secteurs à l'Île en terme d'employabilité. Cependant, à l'année longue et particulièrement pendant les saisons hautes, les fermiers ont grandement besoin de travaillants, que ce soit au champ, au niveau technologique, à la ferme, etc.

De plus en plus, ce sont des immigrants qui viennent pendant quelques mois pour aider les fermiers, puis ils retournent chez eux pour dépenser leurs revenus. C'est travailleurs sont très utiles à nos entreprises agricoles. Cependant, il serait plus profitable pour l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard de trouver plus de gens locaux afin de combler les nombreux postes disponibles.

Le Conseil sectoriel de l'Agriculture de l'Î.-P.-É. (PEIASC) est un organisme à but non lucratif qui a comme objectif d'identifier les besoins dans les ressources humaines de cette industrie. «Le plus grand défi pour les fermiers à l'Île est de trouver assez de main-d'oeuvre pour remplir tous les postes nécessaires pour opérer une ferme», a indiqué le directeur exécutif du PEIASC, Lloyd Dalziel, à l'un des bureaux du conseil sectoriel qui se trouve au centre d'Accès Î.-P.-É. à Summerside. Le bureau principal est situé à Charlottetown sur la rue University.

Lloyd Dalziel, directeur exécutif du Conseil sectoriel de l'Agriculture de l'Î.-P.-É.

Que vous soyez un fermier qui a besoin d'information ou un individu à la recherche d'un emploi, le Conseil sectoriel de l'Agriculture de l'Î.-P.-É. peut possiblement vous aider. Il est là pour appuyer tout ce qui est relié à l'industrie de l'agriculture.

Programme apprentis pour les futurs agriculteurs

Le besoin de travailleurs immigrants ne s'effacera pas du jour au lendemain selon le directeur exécutif, mais le secteur agricole de l'Î.-P.-É. a néanmoins débuté une belle initiative avec le cours «Farm technician apprenticeship program» qui est offert en anglais seulement à Slemon Park. Cette initiative devrait susciter plus d'intérêt local. C'est un programme de trois ans, à raison de deux mois par année (janvier-février). Les étudiants ont la possibilité de recevoir leur certification de conducteur de classe 3A, devenir opérateur de machineries, prendre des cours de premiers soins, apprendre à utiliser les pesticides, etc. La province de l'Ontario est tellement impressionnée par le programme qu'elle cherche à l'implanter chez elle dans les prochaines années.

Ce qui rend le tout encore plus intéressant, c'est que Compétences Î.-P.-É. paie les frais de scolarité à 100 % si l'individu est admissible à l'assurance-emploi. Les étudiants (apprentis) doivent aussi avoir plus de 1 000 heures de travail dans une industrie agricole Une fois le programme terminé, l'étudiant reçoit un diplôme reconnu par le Collège d'Agriculture de la Nouvelle-Écosse. Cette année une quinzaine d'étudiants sont inscrits pour leur deuxième année et environ le même nombre de personnes débutent leur première année au programme.

Employé/Employeur de l'année

Chaque année, le Conseil sectoriel de l'Agriculture de l'Î.-P.-É. reconnaît l'Employé de l'année ainsi que l'Employeur de l'année, afin de faire valoir le beau travail continu que font les agriculteurs à travers la province. Les candidatures pour l'année 2011 seront acceptées jusqu'au 31 décembre. Il s'agit de contacter le PEIASC pour le formulaire si l'on veut mettre en nomination quelqu'un.

Le site Web du Conseil sectoriel de l'Agriculture de l'Î.-P.-É. est www.peiagsc.ca et le numéro de téléphone est le (902) 892-1091. Si vous êtes à la recherche d'un emploi et le secteur d'Agriculture vous intéresse, allez visiter le site Web. Vous y trouverez une longue liste de demandes d'emplois. ✦

Les coopératives, des entreprises pour un monde meilleur

Les coopératives offrent des opportunités

Nick Arsenault

Les coopératives à l'Île sont des entités rurales et urbaines cruciales pour le développement économique et le bon maintien d'une société qui s'entraide. Pour reconnaître ce mouvement positif a eu lieu du 16 au 22 octobre la Semaine de la coopération avec plusieurs activités de promotion. À noter que 2012 sera l'Année internationale des coopératives.

La région Évangéline se considère comme la capitale mondiale des coopératives. Il existe dans cette région 18 coopératives qui ont des effectifs combinés de 7 500 membres, plus de 250 employés et un actif dépassant 66 millions de dollars. Ces chiffres sont encore plus impresssionnants lorsqu'on sait que la population totale de cette région à moitié francophone (selon le recensement de 2006) est de 3 242 habitants, incluant Richmond.

Les coopératives embauchent du personnel dans divers secteurs. Ça vaut la peine de postuler ou d'envoyer son curriculum vitae pour des postes éventuels puisqu'il y aura toujours des opportunités. Vous pourriez même considérer une carrière près de chez vous.

Du côté francophone, le Conseil de développement coopératif vise le développement du mouvement coopératif. Il promeut la formule coopérative comme outil de développement économique communautaire et fournit des services aux coopératives membres.

«Nous aidons les nouvelles coopératives dans la planification, l'offre de nouveaux services, l'intégration de nouvelles technologies et la recherche de sources de financement», indique Velma Robichaud, agente de développement au RDÉE Î.-P.-É. et responsable du secteur cooopératif francophone à l'Île.

«Une coopérative est une entreprise appartenant conjointement aux membres qui utilisent ses services. Tous les membres d'une coopérative sont des décideurs d'importance égale grâce au système démocratique «un membre, un vote». Les coopératives sont généralement créées par un groupe de personnes ayant un besoin en commun», a ajouté Velma.

L'idée de créer une coopérative remonte au début des années 1800 où la «coopération» signifiait être un bon voisin. Si quelqu'un avait besoin d'aide pour la récolte, le défrichage, ou pour la construction d'une grange, la communauté se mettait ensemble pour aider. C'est ce principe universel qui fait en sorte que les coopératives sont omniprésentes dans notre monde aujourd'hui. ✦

Velma Robichaud. (Photo : Gracieuseté)

Emplois à long terme dans une coopérative

Nick Arsenault

Il y a vingt-deux ans qu'Alfred Arsenault travaille à la Caisse populaire Évangéline. Pour lui, la coopération, c'est plus qu'un simple emploi, c'est une carrière.

«Je n'avais jamais pensé que j'allais travailler à la caisse en grandissant, mais j'aime beaucoup mon travail ici.»

Jeune homme, Alfred s'intéressait à la programmation informatique car les ordinateurs commençaient à être de plus en plus répandus dans le vie de tous les jours. Lorsque le temps est venu de choisir un domaine d'étude Alfred a toutefois opté pour un baccalauréat en administration à l'Université de Moncton.

Alfred Arsenault a une grande fierté pour l'institution qu'il dirige depuis 1997.

«On offre les mêmes types de services de base que n'importe quelle banque», indique Alfred. «Mais c'est très différent, car l'entreprise appartient à ses membres.»

En effet, la Caisse populaire Évangéline et les neuf autres caisses populaires (Credit Unions) à l'Île présentent un aspect communautaire, mais aussi d'appartenance.

Il est possible que d'autres banques offrent des meilleurs taux d'intérêt ou divers rabais financiers, mais seules les caisses populaires font profiter leurs membres et la communauté.

«Votre choix de banque dépend de vos valeurs, mais si vous voulez aider et assurer que votre argent demeure local, il serait plus idéal de choisir une caisse populaire», souligne Alfred Arsenault. La Caisse populaire Évangéline, a une succursale à Wellington et une autre à Tyne Valley.

Liette McInnis, secrétaire-réceptionniste, Alfred Arsenault, directeur général de la Caisse populaire Évangéline et Corinne Arsenault, spécialiste aux services des membres.

Employeur important

Présentement, la Caisse populaire Évangéline emploie 23 personnes soit à temps plein ou à temps partiel. La Caisse recherche à la fois la compétence et la connaissance de la communauté. «C'est un grand bénéfice de trouver quelqu'un qui connaît déjà la communauté, car cette personne va s'adapter beaucoup plus facilement. Cependant, on annonce les postes publiquement et il faut évidemment que la personne soit qualifiée et capable de faire le travail. Le bilinguisme est nécessaire à Wellington», soutient Alfred Arsenault.

Les caisses populaires acceptent toujours les curriculum vitae pour des ouvertures de postes éventuels dans les établissements. Alors, si le travail dans une caisse vous intéressse, faites parvenir votre curriculum vitae.

Voici les genres de postes disponibles dans une telle institution :

- représentant au service des membres;
- secrétaire-réceptionniste;
- commis administratif;
- commis comptable;
- agent de marketing;
- agent des services financiers;
- spécialiste au service des membres;
- postes de direction et d'administration.

Alfred aimerait que les jeunes participent plus aux réunions annuelles et qu'ils se présentent pour siéger au bureau de direction.

«Le membership est d'une génération vieillissante et on dirait qu'il n'y a pas assez de jeunes pour suivre. C'est un défi auquel il faut porter attention», dit-il.

Pourtant, siéger au bureau de direction d'une caisse populaire est une expérience qui peut étoffer un curriculum vitae, même si c'est un poste de bénévolat au conseil d'administration.

La réunion annuelle de la Caisse populaire Évangéline aura lieu le 6 décembre à la Légion royale d'Ellerslie. ✦

PROPULSEZ VOTRE ENTREPRISE INVESTISSEZ **INNOVEZ** DÉVELOPPEZ

Centre d'action rural à votre service

Nick Arsenault

Si le monde des affaires vous intéresse, la première étape est de vous rendre à un Centre d'action rural. Ces centres existent en anglais à Souris, Montague, Bédèque et Alberton. En plus on retrouve un bureau qui livre des services en français à Wellington.

«Avant l'ouverture des Centres d'action ruraux, l'entrepreneur devait trouver toutes ses ressources d'information par lui-même pour démarrer son entreprise. Maintenant avec les centres, nous offrons un appui et nous répondons aux questions», souligne l'agente de soutien à la clientèle au Centre d'action rural à Wellington, Jeannine Arsenault.

Les Centres d'action ruraux sont des centres unifiés de services axés sur la clientèle. Ils regroupent des ressources sur divers programmes du niveau fédéral, provincial et non gouvernemental. Ces programmes d'aide sont centrés sur le développement économique et communautaire.

Les services qu'offrent les Centres d'action ruraux sont coordonnés par un modèle de service de coopération afin de garantir un accès complet aux programmes de soutien et de développement à l'attention des entrepreneurs, des gens d'affaires et des groupes communautaires.

«Ici à Wellington, dit Jeannine Arsenault, nous avons beaucoup de ressources informatives et nous sommes capables de bien diriger les nouveaux entrepreneurs. En plus d'aider les gens à commencer leur propre entreprise, nous travaillons aussi avec des entreprises qui sont déjà bien établies, mais qui ont besoin d'aide avec certains dossiers.»

Donc, si vous avez besoin d'aide pour développer votre idée dans une entreprise, n'hésitez pas de vous rendre au Centre d'action rural où quelqu'un vous guidera dans votre prochaine étape.

Jeannine Arsenault. (Photo : M.E.)

Pour plus de renseignements sur les Centres d'action ruraux, visitez le www.ruralactioncenters.ca ou téléphonez à Jeannine, à Wellington, au (902) 854-2328 poste 228. ✦

Le Centre d'action rural de Wellington regroupe les organismes suivants : Société de développement de la Baie acadienne, Agence de promotion économique du Canada atlantique, CBDC Central, Innovation Î.-P.-É., Développement rural, RDÉE Î.-P.-É., Conseil de développement coopératif, Chambre de commerce acadienne et francophone et Entreprises Canada.

Esthéticienne mobile pour un service unique

Nick Arsenault

Le rêve de vivre de sa propre entreprise est en train de se transformer en réalité pour Stéphanie St-Onge Cornish de Summerside. Elle a décidé d'ouvrir son propre service de soins esthétiques intitulé «Blossom Beauty Care».

«Quand je suis arrivée à l'Île-du-Prince-Édouard en 2004, je ne savais pas parler l'anglais, ni l'écrire ni le lire», a indiqué Stéphanie. «Je ne m'attendais pas à rester à l'Île plus que trois mois, mais je suis tombée en amour avec cette province unique. Avec le temps, j'ai appris l'anglais et maintenant je suis prête à lancer ma propre entreprise dans un milieu qui est principalement anglophone.»

Stéphanie a toujours été une personne indépendante et autonome. Elle a confiance que c'est maintenant «le temps» pour elle, de se lancer en affaires.

Pour ses débuts en affaires, Stéphanie Cornish a misé sur quelques services de base comme les pédicures, les manucures et l'épilation à la cire. Stéphanie prévoit accroître la gamme de ses services régulièrement.

Stéphanie Cornish offre un service de soins esthétiques mobile. C'est donc elle qui se déplace pour rencontrer ses clients. «Je n'ai pas l'intention d'avoir un bureau ou mon propre salon. Je me rends directement chez les gens, soit en privé ou en groupe. J'aimerais rejoindre les résidants des divers centres comme le Chez-nous à Wellington, et les autres partout à l'Île. Mais le service que j'offre n'est pas seulement pour les personnes âgées, c'est aussi pour les plus jeunes! Une de mes clientes est une maman qui avait organisé une petite fête pour sa fille et ses amies. J'ai été faire les ongles et mettre du vernis. C'est pour n'importe qui!»

«Je suis certaine que je serai capable de faire ce métier à temps partiel. Le défi c'est d'essayer de trouver assez de clients pour en faire un emploi à temps plein.»

Pour l'aider à démarrer son entreprise, Stéphanie est appuyée par Compétences Î.-P.-É. (Skills PEI), par l'entremise du programme Travail indépendant Î.-P.-É. Ce programme favorise le démarrage d'entreprises en accordant aux personnes admissibles des prestations d'assurance-emploi pendant 12 mois. Durant cette période, les participants au programme doivent préparer un plan d'affaires et le faire approuver, tout en montant leur entreprise et en sécurisant une clientèle.

«La préparation du plan d'affaires est très complexe et nous force à penser à tous les aspects de notre projet d'entreprise. Parfois, c'est même décourageant mais si on a la motivation de continuer, c'est très positif», dit la jeune femme d'affaires.

«Il faut de trois à cinq ans pour bâtir une entreprise. Quand on ne connaît pas trop le monde des affaires, ça peut être gros», ajoute Stéphanie, reconnaissante pour l'aide qu'elle a reçue non seulement de Compétences Î.-P.-É., mais aussi de la Corporation au bénéfice du développement communautaire (CBDC), de RDÉE Î.-P.-É. et du Centre d'action rural.

Pour un service de soins esthétiques de «Blossom Beauty Care», rejoignez Stéphanie à blossombeautycare @hotmail.com, au 902-724-2330 ou 432-8368. ✦

Pour être admissible au programme Travail indépendant de Compétences Î.-P.-É. il faut, entre autres :

a) être sans emploi;

b) avoir une demande en cours de prestations d'assurance-emploi;

c) avoir eu une demande de prestations d'assurance emploi qui a pris fin au cours des 36 mois (3 ans) précédents;

d) avoir eu une période de prestations de maternité ou parentales dans les 60 mois (5 ans) précédant la date de la demande d'aide...;

e) avoir un plan de retour au travail qui identifie le programme Travail indépendant Î.-P.-É. comme une intervention appropriée.

Chena Bernard se réoriente dans un nouveau domaine

Nick Arsenault

À l'est de l'Île-du-Prince-Édouard au mois de mars, 2011, des centaines personnes ont perdu leur emploi. De 350 à 400 personnes ont été affectées par la fermeture de l'usine de homard, Ocean Choice. Presque en même temps, Ocean Pride Fisheries, une autre entreprise reliée à la pêche a pris la décision de couper 120 postes. Chena Bernard, native de Tignish, était parmi les employés de Ocean Pride Fisheries qui a perdu son emploi. Elle y avait seulement travaillé un an lorsqu'elle a su que son emploi était terminé.

«Il n'y avait rien qui m'indiquait que Ocean Pride fermerait ses portes dans ce temps-là», a indiqué Chena. «Alors je n'avais pas hésité d'accepter un poste avec eux, j'ai même déménagé d'un bout à l'autre de l'Île. J'étais pour longtemps avec Royal Star Foods Inc. à Tignish où je travaillais dans les ventes. J'ai décidé de m'en aller à l'est de l'Île avec mon fils pour m'y établir dans mon nouveau poste qu'on m'offrait, mais ce poste n'a pas duré longtemps.»

Chena tenait à demeurer dans la région de Souris et de s'y trouver un nouvel emploi. Au mois de mars, il n'y a pas beaucoup d'opportunités dans le milieu rural à l'Île-du-Prince-Édouard. Chena voulait aussi que son fils demeure dans le système scolaire francophone de l'Est. Elle ne voulait pas le déplacer une autre fois. Il fallait trouver un moyen pour continuer sa vie dans cette région.

Finalement, au mois de mai, une amie de Chena lui a parlé d'un poste d'agente de développement communautaire disponible au Comité acadien des francophones de l'Est (CAFÉ). Chena a décidé de postuler pour ce poste et elle a obtenu l'emploi. Elle n'avait pas d'expérience dans ce domaine, mais le fait qu'elle était bilingue lui a énormément servi. Depuis ce temps, Chena s'intègre très bien dans son nouveau poste et un stress de moins pour le côté des finances.

«C'est une très belle porte qui a ouvert pour moi», indique la nouvelle agente. «J'aime beaucoup mon nouveau poste, de travailler avec les jeunes et les membres de la communauté. Je suis la seule employée, mais c'est très intéressant. Ensemble avec la communauté, on travaille sur un projet pour avoir un nouveau centre communautaire dans un futur rapproché.»

Donc, une belle histoire de persévérance et de patience! Parfois, lorsqu'une situation semble néfaste et horrible, ce n'est qu'une partie d'un plus grand plan et d'un nouveau début. Plusieurs personnes de Ocean Choice et Ocean Pride se sont placées dans d'autres postes mais c'est certain qu'il y en a encore qui sont à la recherche d'emplois. Une attitude positive comme Chena Bernard est cela que ça prend, il ne faut pas avoir peur d'essayer un emploi différent même si l'on n'a pas l'expérience. C'est d'être bien dans son poste qui est le plus important. Cela offre une belle opportunité d'apprendre d'autres fonctions et d'enrichir son dossier de travail. ✦

Chena Bernard, nouvelle agente de développement communautaire au Comité acadien des francophones de l'Est (CAFÉ) (Photo : J.L.)

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard. Elle est le résultat d'une entente financée dans le cadre de l'Entente Canada–Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur.e et ne représentent pas nécessairement celles des gouvernements du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Responsable de la publication : Marcia Enman
Journaliste : Nick Arsenault
Responsable de la mise en page : Alexandre Roy
Impression : Acadie Presse

LA VOIE DE L'EMPLOI

5, Ave Maris Stella,
Summerside, Î.-P.-É. C1N 6M9
Tél. : **(902) 436-6005**
Téléc. : **(902) 888-3976**
Courriel : **marcia.enman@lavoixacadienne.com**
Site Web : le contenu de la publication
est disponible en ligne
au **www.lavoixacadienne.com**
et au
www.employmentjourney.com